



  
la Joliverie  
NOTRE AVENIR EN COMMUN

LA JOLIVERIE 100 ANS

**C**

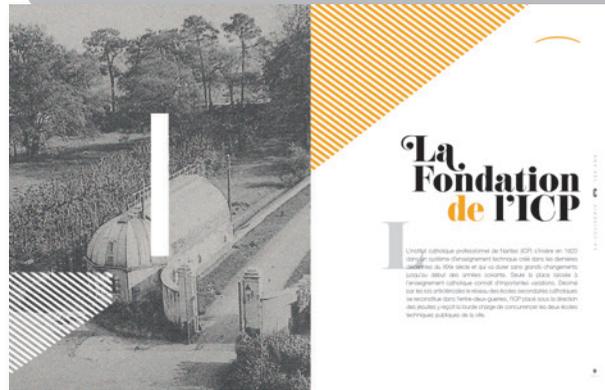
Plus qu'un chiffre romain pour dire nos cent ans. Une lettre comme un symbole. Le C de Campus, de Communauté, de Croire, de Catholicisme.

Le maillon d'une grande chaîne formée depuis 100 ans par les jeunes, enseignants, formateurs, personnels, partenaires, acteurs de la Joliverie.



la Joliverie  
NOTRE AVENIR EN COMMUN

À la Joliverie, on apprend en faisant et on fait pour qu'apprendre ait du sens



8



32



86

# Sommaire



62



106



180



224



128

160

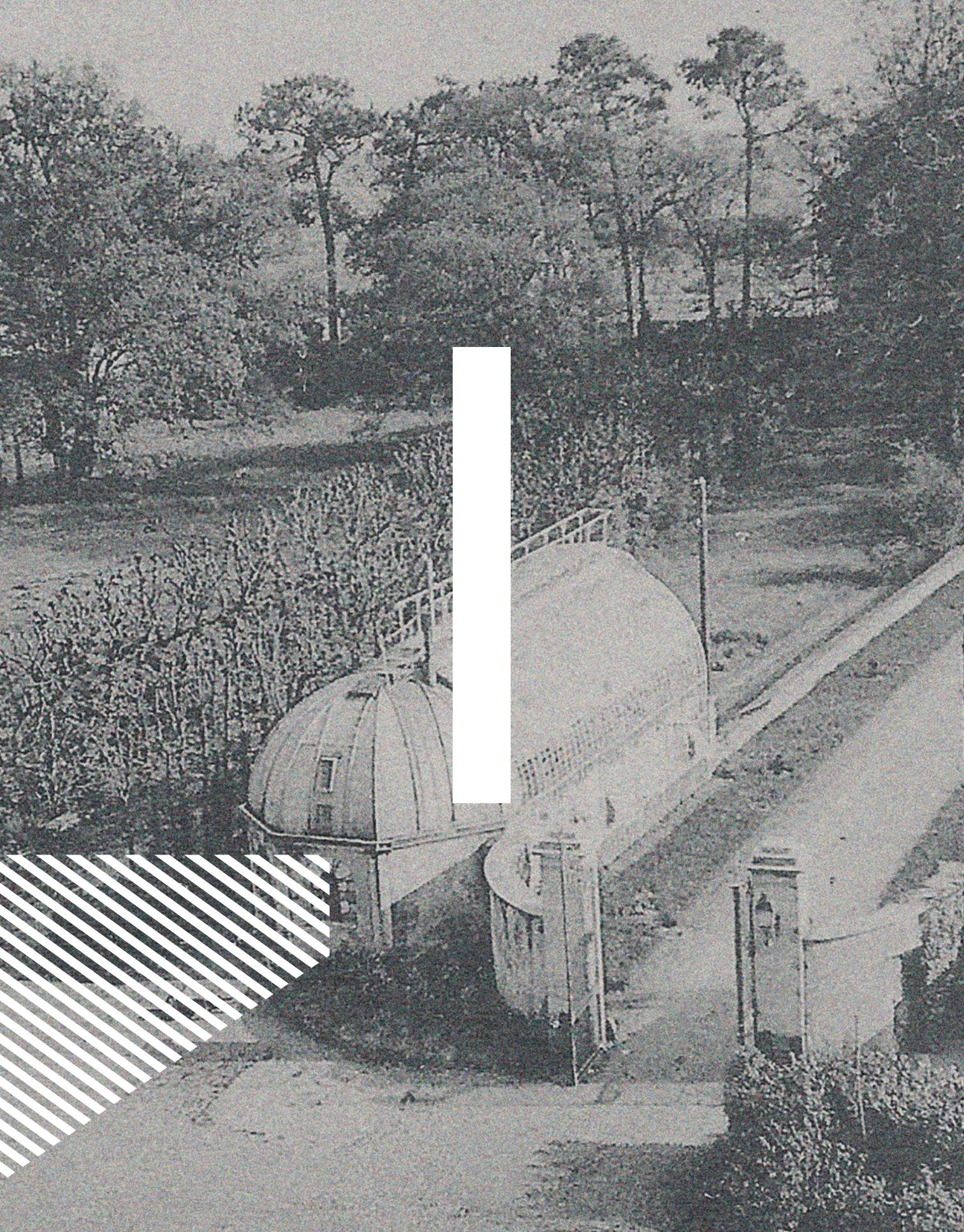


202



250





# La Fondation de l'ICP

L

L'institut catholique professionnel de Nantes (ICP) s'insère en 1920 dans un système d'enseignement technique créé dans les dernières décennies du XIXe siècle et qui va durer sans grands changements jusqu'au début des années soixante. Seule la place laissée à l'enseignement catholique connaît d'importantes variations. Décimé par les lois anticléricales le réseau des écoles secondaires catholiques se reconstitue dans l'entre-deux-guerres, l'ICP placé sous la direction des jésuites y reçoit la lourde charge de concurrencer les deux écoles techniques publiques de la ville.

## LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FRANÇAIS AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE

### Une création républicaine

Les Républicains qui contrôlent toutes les institutions de l'État à partir de 1879, créent les structures d'un « enseignement intermédiaire » mieux adapté, que l'enseignement secondaire resté très traditionnel, aux besoins de l'économie et répondant mieux aux aspirations des « classes moyennes », socle électoral de la République. Cet enseignement intermédiaire est dispensé par les établissements suivants en 1918 :

Les *écoles primaires supérieures* (EPS). Les élèves y accèdent à l'âge de 12 ans pour obtenir au bout de trois années un brevet élémentaire ou en cinq années le brevet supérieur. L'enseignement est « moderne » c'est-à-dire sans latin, il fait une plus large place aux disciplines scientifiques que l'enseignement secondaire et il est localement complété par des cours professionnels ou d'apprentissage.

Les *cours complémentaires* (CC) sont annexés aux écoles primaires, ils ont la même organisation pédagogique que les EPS

Les *écoles pratiques du commerce et de l'industrie* (EPCI) donnent un enseignement professionnel sanctionné par un certificat d'études pratiques industrielles ou commerciales au bout de trois années.

Ces trois catégories d'établissements sont financées par les municipalités. Quant à l'État il finance les *écoles nationales professionnelles* (ENP), des écoles « modèles ».

### La laïcisation de l'enseignement

Les Républicains, majoritairement anticléricaux, ont aussi pour objectif de mettre fin à l'enseignement congréganiste, les congrégations religieuses leur apparaissant comme étant l'obstacle principal à la liberté de pensée et à l'émancipation de la jeunesse française. À partir de Jules Ferry (1879), de nombreuses lois réduisent d'année en année la liberté d'enseigner. Au début du XXe siècle, comme les établissements congréganistes restent nombreux et florissants (il y a plus de dix mille frères lassaliens en 1903!) le parlement vote deux lois (1901 et 1904) qui imposent la dissolution de la plupart des congrégations, l'interdiction d'enseigner aux religieux et la confiscation de leurs propriétés. La loi de séparation des Églises et de l'État votée en 1905, aggrave la situation : face au refus de l'Église d'accepter des institutions religieuses imposées par un parlement anticlérical, l'État s'empare aussi de ses

biens après en avoir fait « l'inventaire ». Tous les biens immobiliers, séminaires, écoles paroissiales, pensionnats congréganistes etc. sont rapidement vendus aux enchères ou dévolus aux collectivités locales... De très nombreux religieux partent en exil à l'étranger, d'autres se sécularisent et, redevenus civils, se mettent en quête d'un emploi !

En 1918, l'enseignement catholique est à reconstruire, particulièrement l'enseignement professionnel que les frères avaient développé dans les années 1890.

### La situation nantaise à la fin du XIXe siècle

À Nantes, les Républicains s'installent durablement au pouvoir dès la chute du Second Empire. Ils sont alors divisés sur le sort des écoles chrétiennes de garçons construites par la *société de la Providence* et devenues écoles primaires communales en 1868 ; le premier maire républicain, René Waldeck-Rousseau, partisan de la négociation avec les administrateurs des écoles des frères, est rapidement remplacé par l'anticlérical Arsène Leloup qui lance en 1871 un programme de construction d'écoles primaires publiques que ses successeurs vont amplifier. Les frères des écoles chrétiennes qui avaient un quasi-monopole en 1868 ne scolarisent déjà plus que le tiers des garçons trente ans plus tard ! Au niveau scolaire intermédiaire, la municipalité n'entretient qu'une école professionnelle de garçons fondée en 1834 et dirigée pendant deux décennies par Arsène Leloup lui-même. Elle l'installe dans les beaux bâtiments du boulevard de Launay en 1882. Il faut attendre 1902 pour que la municipalité cède à la pression du ministère de l'Instruction publique en ouvrant une EPS, installée dans des locaux très étroits et manifestement inadaptés, au sein du groupe scolaire du boulevard Sébastopol (Stalingrad aujourd'hui). La « place » est donc libre pour les établissements privés, quatre écoles qui se partagent la majorité des élèves de l'enseignement intermédiaire dans les années 1890.

#### Le pensionnat Saint-Joseph de la rue de Bel-Air

Construit par la congrégation des frères des écoles chrétiennes en 1841, il concurrence même les collèges secondaires en donnant un enseignement moderne et en poussant ses meilleurs élèves au-delà du brevet supérieur, jusqu'au baccalauréat ; l'enseignement commercial y est peu développé.



La « place » est donc libre pour les établissements privés, quatre écoles [qui] se partagent la majorité des élèves de l'enseignement intermédiaire dans les années 1890.

Établissement très renommé, il scolarise près de cinq cents élèves lorsque le décret de fermeture le frappe en 1905. Vendus dès 1906, les bâtiments sont rachetés par la ville en 1921 pour y placer l'EPS de garçons devenue depuis le collège Victor Hugo.

### Le pensionnat d'Eugène Livet

L'établissement s'installe peu après 1846 rue Sainte-Marie (Désiré-Colombe) où il scolarise plusieurs centaines de garçons de tous les âges, des classes enfantines aux classes préparant des concours tels que celui des écoles d'arts et métiers. Pédagogue réputé, il a été l'un des premiers en France à faire travailler ses élèves dans des ateliers, Eugène Livet aspire dans les années 1890 à transmettre son établissement et jouir d'une légitime retraite. Le ministère de l'Instruction publique et la ville qui ne veulent pas voir cet établissement prestigieux passer sous une direction congréganiste, s'entendent pour l'acheter en 1898. L'école Livet devenue la quatrième école nationale professionnelle s'installe dans les locaux du grand séminaire en 1910.

### Le pensionnat Notre-Dame de Toutes-Aides

Fondé en 1852 à Doulon, le pensionnat des frères de l'instruction chrétienne (frères de Ploërmel ou de La Mennais) occupe à la fin du XIXe siècle, une vaste propriété de cinq hectares dans un quartier en voie d'urbanisation rapide. Deux à trois cents jeunes garçons venus de tout le département y préparent les brevets d'enseignement et même, pour les meilleurs, le baccalauréat. En 1890, le pensionnat adjoint à l'enseignement secondaire moderne un cours professionnel (mécanique, ajustage, menuiserie) en trois années ainsi qu'un cours d'hydrographie préparant aux examens de la marine marchande. Quarante-cinq élèves fréquentent ces cours techniques lorsque le décret de dissolution frappe la congrégation de Ploërmel en 1902. De 1903 à 1906, les frères se sécularisent pour sauver leur pensionnat mais le tribunal de Ploërmel ordonne leur expulsion en juin 1906. Obtenus à bas prix par un homme d'affaires parisien, les locaux sont rachetés trois fois plus cher en 1910 par la ville de Nantes\* pour y établir l'hôpital militaire Broussais cédé gratuitement à l'armée!

### Le pensionnat Saint-Louis de Gonzague

Situé quartier de la Madeleine, entre les rues de Hercé et Louis Blanc, l'établissement est fondé en 1864 par François Yviquel, le premier curé de la paroisse, qui en confie la direction aux frères des écoles chrétiennes. Le frère Célien-Marie (François Renault, 1844-1940) directeur de l'établissement de 1876 à 1892, diplômé de l'école normale d'enseignement



Doulon est annexée à Nantes en 1908.

professionnel de Cluny (devenue ensuite école nationale d'arts et métiers) ouvre des ateliers de bois et de fer ainsi qu'un enseignement qui prépare aux écoles d'apprentis de la Marine et des arts et métiers. À partir de 1890, la société de la Providence subventionne le cours professionnel et reçoit chaque année un compte-rendu de son fonctionnement. Le décret de fermeture de l'école congréganiste parvient rue de Hercé en 1906, les frères s'exilent, le frère directeur Charlemagne de Jésus (Jean-Baptiste Lacour) gagne le Mexique. Le départ des enseignants qualifiés met fin au projet des frères des écoles chrétiennes présenté à la société de la Providence en 1900 :

« En terminant son rapport, le cher frère supérieur (...) exprime le vœu de voir fonder à Nantes une École catholique d'Arts et Métiers comme à Reims et Lille. Si l'argent nous manque, Messieurs, nous avons tous nos relations et nos influences personnelles et je ne crois pas m'avancer trop en prenant vis-à-vis du cher frère, au nom du conseil général de la Société de la Providence, l'engagement de l'aider, de le soutenir dans cette fondation, si grâce à son dévouement passé, il arrive à pouvoir l'établir dans notre ville. [...] »

AHDN, Registre de la société de la Providence n° 6 (1900-1914), pp.6-7, fév-mars 1900

Le curé de La Madeleine tente de conserver son pensionnat en faisant appel à des maîtres civils qui sont généralement d'anciens religieux sécularisés mais leurs compétences ne permettent pas de maintenir l'enseignement technique; ce qui est sans grande importance car en 1912, les immeubles, propriété paroissiale, sont placés sous séquestre puis dévolus à la municipalité de Nantes qui souhaite y ouvrir une école primaire supérieure de filles (collège Aristide Briand).

À la veille de la Grande Guerre, il n'y a donc plus d'enseignement professionnel catholique en Loire-Inférieure. À côté des grandes institutions que sont l'EPCI du boulevard de Launay et l'ENP Livet, l'enseignement professionnel, qui s'est beaucoup développé dans les années 1890-1900, est assuré par des associations subventionnées par la municipalité qui utilisent les ressources des écoles primaires publiques... C'est cette même situation que l'on retrouve en 1918 lorsque les milieux catholiques envisagent de retrouver leur influence perdue...



À la veille de la Grande Guerre, il n'y a [donc] plus d'enseignement professionnel catholique en Loire-Inférieure.

## L'ICP DE NANTES, UNE FONDATION CONTROVERSÉE, 1918-1920

« L'ouverture des cours, à l'Institut Catholique professionnel de Nantes, situé rue Dugommier, 9, a eu lieu le mercredi matin, 20 octobre. À cette occasion, la messe du Saint-Esprit a été célébrée dans la chapelle de l'Établissement, afin d'attirer les bénédictions divines sur cette Œuvre si importante pour toute notre région.

Près du personnel enseignant et des élèves de l'Institut, assistaient à cette pieuse cérémonie: M. l'abbé Robert, curé de la paroisse Saint-Nicolas; M. le chanoine Bouyer, directeur diocésain de l'Enseignement chrétien; M. l'abbé Briand, directeur de l'Écho de la Loire, et quelques notabilités nantaises. La cérémonie était présidée, au nom de Monseigneur l'Évêque, par M. Le vicaire général Richeux.

Dans l'allocution qu'il adressa aux élèves, M. le vicaire général, après avoir exprimé les regrets de sa Grandeur, empêchée, par suite d'une absence, de présider la cérémonie, dit à l'assistance la joie que procure à tous l'ouverture du nouvel Institut Catholique professionnel, si vivement désiré, si impatiemment attendu.../ »

Cette information publiée dans la *Semaine religieuse du diocèse de Nantes* du samedi 23 octobre 1920 semblait conclure un processus particulièrement rapide puisque Monseigneur Le Fer de La Motte n'avait officiellement annoncé cette création qu'à la fin du mois de juillet précédent. Cependant quelques diocésains se souvenaient encore d'un autre message épiscopal, publié un an plus tôt, le 27 septembre 1919, où l'évêque de Nantes condamnait sèchement un petit groupe d'universitaires et de personnalités nantaises qui avaient envisagé d'ouvrir dès l'automne 1919, sans son autorisation, une école catholique des arts et métiers. Une condamnation qui ne fut pas sans conséquence pour l'ICP comme le rappellent à plusieurs reprises les recteurs qui ont cherché, jusque dans les années 1960, à éclaircir l'imbroglio des origines!

### 1918-1919: le projet d'école d'arts et métiers Saint-Jean-Baptiste de La Salle

Le témoignage écrit de Tony Catta\* en février-mars 1958, et les rapports du père de Forgues à ses supérieurs, tous documents conservés aux *Archives jésuites* [AJ] de Vanves permettent de lever une partie du voile qui recouvre la genèse de l'institut professionnel.

Dès la fin de la guerre, les milieux catholiques de l'Ouest veulent profiter



Tony Catta (1884-1974) né à Nantes a fait ses études à Angers où il a eu Joachim Du Plessis de Grénédan comme professeur de droit et où il a épousé Geneviève, la fille de René Bazin. Avocat d'affaires, il a été un des leaders de la droite monarchiste nantaise de l'entre-deux-guerres.

du climat d'*Union Sacrée* et des perspectives nouvelles qu'offre l'adoption imminente de la loi Astier sur l'enseignement technique, pour renforcer le rayonnement de l'université catholique d'Angers. Quelques personnalités se regroupent autour du professeur Joachim de Grénédan qui souhaite créer une école d'arts et métiers à côté des établissements supérieurs techniques angevins annexés à l'université: l'école supérieure d'agriculture et de viticulture (ESA) et l'école des sciences commerciales (ESSCA) créées en 1898 et 1909. Des réunions informelles, à Angers puis à Nantes, dont Mgr Le Fer de La Motte est tenu informé, laissent croire au « comité Grénédan » qu'il peut raisonnablement installer la nouvelle école à Nantes-même où la municipalité républicaine a le projet de créer « son » école d'ingénieurs: l'institut polytechnique de l'Ouest.

IPO 1919 > ENSM 1948 > Centrale-Nantes 1991.

Tout naturellement le comité demande à la Compagnie de Jésus qui a pris la direction des deux écoles angevines de diriger la nantaise, mais les responsables des quatre provinces de France déclinent la proposition en raison du faible nombre de jésuites disponibles. (La demande a été faite dans les dernières semaines de l'année 1918 alors que la démobilisation des troupes n'était pas envisagée). Les promoteurs du projet se tournent donc vers les frères des écoles chrétiennes, plus nombreux, qui pensent alors être en mesure de recréer leur école technique de Reims, exilée à Erquelinnes sur la frontière franco-belge après 1904 et ruinée par la guerre.

Les deux parties se mettent d'accord, les frères recevant immédiatement le soutien des amicales d'anciens élèves de Bel-Air et de Saint-Louis de Gonzague. Porté par leur enthousiasme, le comité Grénédan lance une souscription, des prospectus sont imprimés et déjà distribués lorsque les *Nouvelles religieuses* du 29 juin 1919, un hebdomadaire dont René Bazin est administrateur, annonce l'ouverture prochaine à Nantes de l'école catholique des arts et métiers Saint-Jean-Baptiste de La Salle...

Il est sûr que Mgr Le Fer de La Motte n'a pas explicitement donné son accord. Tony Catta qui a relayé la demande de souscription près du patronat nantais regroupé alors dans l'Association industrielle, commerciale et agricole de l'Ouest (A.I.C.A.O.) dit avoir participé à une des dernières réunions préparatoires du comité:



Quelques personnalités se regroupent autour du professeur Joachim de Grénédan qui souhaite créer une école d'arts et métiers à côté des établissements supérieurs techniques angevins.

« Je m'informai de savoir si l'évêque de Nantes était au courant du projet et s'il l'encourageait. Il me fut répondu qu'en raison des difficultés qu'on éprouvait généralement à aborder Monseigneur et à obtenir les autorisations sollicitées, quelles qu'elles fussent, on avait jugé bon de se mettre en campagne sans rien lui demander. On le mettrait en quelque sorte devant le fait accompli. C'est le conseil qu'on avait reçu du Directeur diocésain des œuvres. »

On devine ce qui s'ensuivit : le comité Grénédan disparut et une bonne partie des industriels sollicités refusa ensuite d'appuyer tout nouveau projet catholique semblable. C'est cette dure réalité que découvre le père de Forgues qui reprend le chantier d'une école professionnelle au cours de l'hiver 1919-1920.

### Le projet de Monseigneur Le Fer de La Motte

Lorsque l'évêque de Nantes condamne le comité Grénédan, il annonce qu'il a déjà réfléchi au problème de l'enseignement professionnel, ce que les diocésains veulent bien croire puisqu'il a dirigé le collège des Cordeliers de Dinan pendant dix-huit années avant d'être appelé au siège épiscopal de Nantes en mai 1914, et que l'on sait aussi qu'il y a ouvert un cours professionnel. Mis au pied du mur, Mgr Le Fer de La Motte exerce dès lors une forte pression sur les jésuites pour qu'ils reviennent sur leur décision première. Il a conservé des liens d'amitié avec les membres romains de la Compagnie qu'il a côtoyés pendant 4 années au Séminaire français. Un émissaire spécial vient à Nantes en discuter avec lui, en tête à tête, et au milieu de l'été 1920, alors que l'ouverture d'un institut catholique professionnel ne fait plus aucun doute, Mgr Le Fer de La Motte peut officiellement l'annoncer pour la rentrée suivante. Dans sa lettre épiscopale du 31 juillet, l'évêque ne se contente pas de décrire le nouvel établissement, il dessine aussi ce que devront être les prolongements de la nouvelle œuvre les années suivantes.



Notre Institut sera, nous l'avons dit, professionnel. À la fois théorique et pratique.

« Notre Institut sera, nous l'avons dit, professionnel.

Il sera à la fois théorique et pratique. À raison du caractère scientifique ou théorique, on peut distinguer quatre sortes d'écoles professionnelles :

**1°** - Écoles d'apprentissage, destinées aux enfants apprenant un métier. Des cours de complément ou de perfectionnement viennent parfaire l'instruction du jeune ouvrier.

**2°** - Écoles pratiques de mécaniciens, dont le but est de former

des ouvriers excellents, mécaniciens, monteurs, chefs d'équipes, contremaîtres.

**3°** - Écoles supérieures professionnelles, qui préparent des chefs d'ateliers, chefs d'entretien, dessinateurs, directeurs.

**4°** - Écoles d'arts et métiers, destinées à former des techniciens possédant, à la fois, la science de l'ingénieur et l'art de l'ouvrier. Ces écoles d'arts et métiers rentrent de plus en plus dans le domaine de l'enseignement supérieur.

À Nantes, notre Institut réalisera, tout d'abord, le troisième groupe indiqué ci-dessus. Ce sera une école supérieure professionnelle. On y préparera également le concours d'admission à l'Institut catholique des arts et métiers de Lille.

À cette création viendront s'ajouter premièrement des cours du soir ou de perfectionnement, destinés aux jeunes ouvriers déjà dans l'industrie ; ensuite, une école pratique de mécaniciens, destinée à former des ouvriers de choix, de futurs chefs d'équipes. Tout cela, Dieu aidant, sera couronné, un jour, par la fondation d'un Institut catholique d'arts et métiers. L'œuvre excellente et nécessaire établie à Lille sera, ainsi réalisée à Nantes pour le plus grand bien de notre région de l'Ouest. »

Cette imbrication de quatre écoles professionnelles de niveaux différents qui inspire l'évêque de Nantes a été expérimentée, nous le rappelle-t-il, à Lille au cours des décennies précédentes. Ce sont les jésuites de la ville qui sont à l'origine de cette situation.

### Le modèle lillois

L'institut catholique des arts et métiers (Icam) de Lille est né en 1878 en plein contexte de guerre scolaire, entre la loi de juillet 1875 qui met fin au monopole de l'État sur l'enseignement supérieur et les décrets républicains de 1880 qui interdisent aux établissements « libres » d'utiliser le nom d'université et de conférer des grades universitaires... Fort du soutien de quelques riches industriels du Nord, l'Icam un établissement supérieur dont l'objectif est de former des ingénieurs (un titre non universitaire), se développe rapidement sous la direction de jésuites qui savent passer au travers des décrets d'expulsion de mars 1880 et d'avril 1903.

En 1907, le Syndicat de la métallurgie et des constructions mécaniques lilloises demande aux enseignants de l'Icam d'ouvrir un cours professionnel ou cours du soir pour leurs ouvriers puis en 1913 un cours de jour pour former les enfants dès leur sortie de l'école primaire. Ce dernier cours ouvre dans les

locaux de l'Icam en octobre 1913 pour les quatorze élèves qui ont réussi le concours d'entrée. Mais il n'y a pas de deuxième année, la guerre bouleverse pour longtemps les Lillois dont la vie quotidienne dépend de la plus ou moins bonne volonté des troupes d'occupation.

Au cours de l'été 1915, le père Verhelst, professeur de mathématiques de l'Icam et responsable des cours du soir puis de jour, met en place un cours de vacances pour occuper les jeunes garçons livrés à eux-mêmes et empêcher l'occupant de mettre la main sur le parc des machines. Les jeunes (près de 500 à la fin de l'année 1917!) de ce que l'on appelle désormais, *l'école des mécaniciens*, occupent l'atelier central de l'Icam et effectuent différents travaux pour les services publics de la ville. À la fin de la guerre les élèves subissent le sort commun, l'école ferme à l'automne, les maîtres comme tous les hommes sont déplacés de force en Belgique, leur retour se faisant progressivement en 1919 au fur et à mesure que l'on répare les infrastructures détruites par l'armée allemande au cours de sa retraite.

À la rentrée 1919, *l'école de jour* devenue *l'école des mécaniciens* se restructure avec un cursus de trois années d'enseignement professionnel sanctionnées par le diplôme maison d'élève *breveté*, patronné par le *Syndicat de la métallurgie et des industries mécaniques lilloises*.\*

C'est cette situation que l'émissaire de la Compagnie a présentée à Mgr le Fer de la Motte à l'automne 1919 et que celui-ci veut reproduire à Nantes. Cependant il faut adapter la situation lilloise aux réalités nantaises où existent deux « vieilles » écoles techniques que l'on veut concurrencer : l'EPCI du boulevard de Launay que l'on considère semblable à l'école des mécaniciens de Lille et l'ENP Livet.



Il faut adapter la situation lilloise aux réalités nantaises où existent deux « vieilles » écoles techniques.



Danièle MARCHANDISE-ZOUBIR, *Un établissement privé d'enseignement professionnel lillois (1913 à 1973) : une alchimie singulière entre tradition et modernité*. Revue du Nord, T. 91, n° 379, pp. 145-163

## LES FONDATEURS

### Le père de Forgues

Jean Courtoise de Forgues (1873-1954) est né à Vire (Calvados) dans une famille pieuse et aisée. Il fréquente le collège jésuite de Saint-François d'Évreux où il passe le baccalauréat de l'enseignement classique (avril 1892). Il commence alors une longue période de formation religieuse dans les

noviciats et jувénats réfugiés entre Cantorbéry et Jersey, des années de formation qui sont coupées par près de trois années de service militaire : 2 ans à Paris en 1895-1897 et une dizaine de mois, fin 1899 – début 1900 après avoir échoué à l'examen de licence ès-lettres. Ordonné prêtre en août 1906, il entame sa carrière de jésuite à Tours au service de l'ACJF avant d'être affecté, en 1910, à un ministère apostolique (sermons, retraites, confessions, direction spirituelle...) à Poitiers. Supérieur de la résidence en 1912, il est mobilisé à l'hôpital militaire de la ville et ne retrouve un ministère à plein temps qu'à la démobilisation.\*

À la fin de l'année 1919, il rencontre à Paris le R. P. Devillers, provincial de la Compagnie, qui l'entretient du projet nantais puis, après quelques jours de réflexion, lui confie officiellement la charge suivante : « *On s'installera d'abord à la rue Dugommier, on fondera un cours préparatoire à Lille, on y adjoindra une École professionnelle, et ensuite on fera un ICAM\*\** ». Le choix du nom du nouvel établissement est suggéré par les Lillois peu pressés d'être concurrencés par une école d'arts et métiers nantaise. Le nom que tous s'accordent à considérer comme provisoire : « institut catholique professionnel », a le double avantage de rendre possible sa transformation en Icam et de s'opposer à « école nationale professionnelle » que l'on veut concurrencer.

Muni des recommandations de la Compagnie, le père de Forgues commence à la mi-février, sa « tournée des entrepreneurs » à Paris où il rencontre Hector Pétin, gendre de J. J. Carnaud, président des Ets J. J. Carnaud et Forges de Basse-Indre, et membre de la direction du puissant Comité des Forges. Il gagne ensuite Nantes prêcher une retraite de carême ; ses homélies font impression mais ne lui ouvrent pas immédiatement les portes des hommes d'affaires. Après un passage à l'Icam de Lille, le père de Forgues s'installe à Nantes où de nombreuses personnes rendent toujours les jésuites responsables de l'échec de l'école nantaise d'arts et métiers. Guidé par Paul Couillaud, directeur du Crédit nantais (>CIO >CIC) et oncle du jésuite Pierre Rousselot qu'il a très vraisemblablement connu en Angleterre, il gagne la confiance de l'avocat Ferréol Bolo qui lui donne accès aux industriels et négociants de la région.

Rassuré par la prise de position publique de Mgr Le Fer de La Motte, sûr du soutien des principales familles aristocratiques de l'Ouest, le père de Forgues peut lancer l'appel à la fondation d'une société anonyme de l'ICP le 22 août. Il multiplie alors les rencontres avec les industriels à Nantes et à Paris (Édouard Gouin, président de la toute nouvelle *Compagnie générale de Construction de locomotives, Batignolles-Châtillon* dont l'impressionnante usine de Saint-Georges, route de Paris, entre alors en fonction). Toujours bien accueilli, il ne



Philippe Le Gontrec, *Le Père Jean Courtoise de Forgues sj. En marche vers la sainteté (1873-1954)*, Imp. Corbet, 2010, Olivet (45).



Témoignage dactylographié du père de Forgues, Précisions sur l'origine et l'orientation de l'Institut Catholique Professionnel de Nantes, [à la main et au crayon], P. Préfet (confidentiel) AJ (ICP) / E Na 81/2

reçoit cependant que de vagues promesses, il en rend responsable la crise et surtout la faiblesse de l'industrie nantaise comparée à l'industrie nordiste, mais la réponse que lui fait Louis Amieux le 17 septembre est plus explicite :

« *On me dit très aimablement qu'on ferait tout pour les œuvres sociales, jamais rien pour des œuvres confessionnelles* », les industriels nantais sont très attachés à leurs écoles techniques publiques ; quant à l'enseignement professionnel, ils viennent d'ouvrir dans leurs usines les cours imposés par la loi Astier, ils ne sont pas très demandeurs d'un établissement nouveau !



Dans sa mission,  
le père de Forgues  
est accompagné par  
deux autres jésuites.

Dans sa mission, le père de Forgues est accompagné par deux autres jésuites qui vont eux aussi jouer un rôle important dans les premières années de l'Institut :

- Édouard Potron, (1875?-1950), est le fils d'Auguste Potron, l'un des fondateurs de l'*Union sociale des Ingénieurs catholiques* et le frère cadet de Maurice (1872-1942), polytechnicien, lui aussi jésuite et auteur d'ouvrages longtemps méconnus de mathématiques appliquées à l'économie. Préfet des études de 1920 à 1928 et « ministre » (économe) de 1920 à 1936, il va révéler tous ses talents d'organisateur lors de la construction puis du transfert de l'Institut dans la « grande maison » de la Joliverie. Sa fortune personnelle des immeubles à Paris va longtemps servir de fonds de roulement de l'Institut.
- Henri Paître (1879-1943) que les élèves vont rapidement surnommer « HP » est professeur de mathématiques ; il est surtout chargé des cours d'instruction religieuse et de la direction spirituelle des élèves.

### Georges Le Mevel

Né à Brest le 15 septembre 1890, entré à l'Icam de Lille en 1906 (9e promotion). Employé des anciens Ets Fabius Henrion de Nancy en 1909, il y complète ses connaissances comme auditeur à l'Institut électrotechnique. À l'issue de deux années de service militaire (août 1911 - septembre 1913), il réside à Paris. Mobilisé du 1er août 1914 à la mi-août 1919, il se distingue à la tête de détachements télégraphistes, actions qui lui valent le grade de lieutenant et la Croix de Guerre avec étoile vermeil.

Rendu à la vie civile, on le retrouve ingénieur à Nantes en 1920 où, recommandé par le directeur de l'Icam, il accepte avec enthousiasme, bien que jeune marié, l'aventure que lui propose l'abbé de Forgues. Il aide tout d'abord le père Potron à résoudre les questions matérielles : remise en état de la

résidence de la rue Dugommier que les derniers occupants libèrent au cours de l'été ; installation du mobilier pour les internes en provenance du juvénat de Jersey, récupération et élévation d'un baraquement Adrian dans la cour de l'école pour l'atelier, achat des premiers outils... Responsable de la pédagogie, il bâtit un plan d'études de trois années qui s'inspire du programme officiel des ENP de 1914, et se charge de recruter les premiers professeurs et moniteurs sans oublier d'organiser le premier concours de recrutement... C'est à lui qu'incombent enfin, en tant que directeur, les formalités administratives :

« *Le 12 août 1920 s'est présenté devant Nous, Maire de la commune de Nantes, arrondissement de Nantes, département de Loire-Inférieure, Georges Marie LE MEVEL, né à Brest le 15 septembre 1890, lequel nous a déclaré, conformément à l'article 26 de la loi du 25 juillet 1919, avoir l'intention d'ouvrir une école d'enseignement technique privée, pour élèves internes et externes, à Nantes : 9 rue Dugommier (immeuble occupé par l'internat du Lycée de Jeunes filles, les bureaux des Ponts et Chaussées et l'Institution Fontenelle) dont acte que le déclarant a signé avec Nous* »

Le 10 septembre 1920, M. Le Mevel reçoit la réponse suivante :

« *J'ai l'honneur de vous informer que, suivant les dispositions de la loi du 30 octobre 1886 et du décret du 18 janvier 1887, je ne forme aucune opposition à l'ouverture de l'école libre d'enseignement technique, située 9 rue Dugommier, à Nantes, à la réserve que le nombre de places par classe et de lits par dortoir ne sera pas supérieur à celui indiqué sur le plan approuvé.* » Signé G. Veil adjoint délégué

Les locaux ne pouvant pas accueillir plus de quatre-vingt-dix internes, il faut impérativement penser à l'achat d'une plus vaste propriété... Tout va donc dépendre du résultat de la souscription lancée à la mi-août.

### Les souscripteurs

L'école technique déclarée en août ne reçoit sa forme juridique qu'en octobre, peu de jours avant l'ouverture. Le 15 octobre 1920, Alphonse Lebel, notaire à Nantes, enregistre les statuts de la Société Anonyme à capital et personnel variable dite Institut catholique professionnel de Nantes dont le siège social est situé 9 rue Dugommier et dont le capital est provisoirement fixé à 120 000 f. divisé en 240 actions de 500 f.

(ADLA 6 U 2495).



Les locaux ne  
pouvant pas accueillir  
plus de quatre-vingt-  
dix internes,  
il faut impérativement  
penser à l'achat  
d'une plus vaste  
propriété...

- Une société anonyme (S.A.) parce que l'expérience des jésuites (qui n'ont jamais été officiellement reconnus, par aucun régime politique français, tout au long du XIXe siècle) leur a appris que c'était la meilleure défense contre toute velléité de « nationalisation » ; le souvenir des mises sous séquestre des biens des congrégations après 1903 et des biens de l'Église après 1906, reste très vivace en 1920 !
- À capital variable parce que les besoins d'argent sont immenses et que l'on espère bien que d'autres actionnaires rejoindront le premier noyau lorsque le nouvel établissement aura fait ses preuves... c'est à cet objectif que répondent les institutions que l'on met en place :
- Le conseil d'administration est présidé par Paul Couillaud jusqu'à son décès en 1923, puis par Louis de Clerville (1886-1974), administrateur de la *Maison Lévêque et Cie* (agro-alimentaire). Les autres membres sont choisis de façon à représenter les cercles du premier soutien : Francis Athimon, républicain de la droite modérée, maire du Cellier et conseiller général ; Lionel Delafoy, fils de René, député républicain de la droite modérée et membre influent de la chambre de commerce, administrateur de l'entreprise familiale de production d'engrais ; François Saint-Maur, professeur de droit à la « catho » d'Angers, maire de la Boissière-du-Doré et sénateur, lié à la droite conservatrice ; Ernest Gordé, négociant en tissus ; M. Huguet, directeur de la succursale nantaise des établissements dirigés par H. Pétin ; Olivier Renault, administrateur de la *Société maritime auxiliaire de transport*, société importatrice de charbon liée à la *Compagnie de chemin de fer de Paris à Orléans*.
- Le comité de patronage est constitué de façon à vaincre les réticences des conseils d'administration des entreprises régionales de constructions mécaniques où les anciens élèves de René Bouhier et d'Eugène Livet sont nombreux. Hector Pétin qui en est le président, a mobilisé les réseaux du Comité des Forges (ancêtre de l'UIMM). Le choix des membres, qui ne proviennent pas tous de l'Ouest, répond bien aussi à la demande de Mgr Le Fer de La Motte, l'ICP a vocation à se transformer en une deuxième école catholique d'arts et métiers. La démarche se révèle fructueuse ; en 1926, au moment où vont démarrer les travaux de la Joliverie, Jean de Forgues peut compter sur un capital de près de 800 000 f. dont 100 000 f. collectés en dehors de l'Ouest !
- L'association des amis de l'ICP, fondée en 1921 répond à un autre objectif, collecter des fonds pour l'atelier. L'association animée par Madame Tharreau multiplie les causeries et les conférences, c'est aussi elle qui organise tous les buffets de « fêtes des Jeux ». Les photographies prises dans l'atelier de la rue Dugommier montrent que l'apport de l'association a été conséquent.

- Les fidèles du diocèse.

Dans une lettre publiée par la Semaine religieuse du diocèse de Nantes le samedi 6 mars 1926 Mgr Le Fer de La Motte annonce l'ouverture de la Joliverie à ses ouailles et les invite à soutenir l'Institut en lui accordant le privilège d'une quête diocésaine exceptionnelle :

*« .../... Mais pour réaliser ces projets, pour opérer ces perfectionnements, pour utiliser cet admirable domaine de la Joliverie, il faut construire. Il faut construire, de toute nécessité, et malgré le prix élevé des travaux.*

*Et c'est ainsi, Nos Très Chers Frères, que nous devons recommander à votre générosité une œuvre aussi nécessaire qu'elle est grande et belle. Tant de raisons justifient la demande pressante que nous vous adressons !*

*Aussi c'est avec la plus grande confiance que nous vous prions soit d'envoyer vos offrandes à M. l'abbé de Forgues, supérieur de l'Institut catholique professionnel, soit d'accueillir les demandes qu'il pourrait vous adresser.*

*Afin de rendre plus facile l'oblation des petites offrandes, une quête sera faite à toutes les messes et à tous les offices dans toutes les églises et dans toutes les chapelles du diocèse, le 13 mai, fête de l'Ascension.../...»*

Le privilège d'une quête diocésaine est accordé une seconde fois, dix ans plus tard, par Mgr Gaillard, archevêque de Tours.

## DE LA RUE DUGOMMIER A SAINT-SÉBASTIEN

### L'acquisition de la Joliverie

Vingt-deux élèves en octobre 1920, soixante-dix-neuf à la rentrée 1924, les effectifs des élèves se rapprochent bien rapidement des limites imposées par la commission d'hygiène. Heureusement, depuis 1922, la S. A. est propriétaire d'un domaine de près de neuf hectares, sur la route de Clisson, proche du terminus de tramway du Lion d'Or ; un pavillon et un vaste terrain tout à fait adaptés à l'établissement des écoles demandées par Mgr Le Fer de La Motte. Une acquisition qui n'a pas été facile car les jésuites se sont retrouvés en concurrence avec les congrégations expulsées entre 1904 et 1909 qui souhaitaient toutes se réinstaller. Une souscription lancée par les anciens élèves du pensionnat de la rue de Bel-Air accorde aux frères lassaliens la possibilité

d'acquérir la propriété du Loquidy et d'y achever la construction d'un premier immeuble en 1926. Dans le même temps les frères de Lamennais achètent et transforment le château de l'Abbaye en Chantenay. Une avance du Crédit Nantais permet cependant à la S. A. ICP d'acheter dès décembre 1922 la plus grande partie de la borderie de la Joliverie à la veuve d'Étienne Dubosc, née Tarteiron et héritière de la famille Anthus-Tarteiron.

Des effectifs en croissance rapide, une belle propriété qui autorise tous les développements, l'avenir de l'ICP semble bien assuré mais la situation est trompeuse : en 1926, l'équipe dirigeante n'a pas le choix, soit elle ferme l'ICP puisqu'il n'est plus possible de recevoir de nouveaux élèves rue Dugommier d'autant plus que l'on a allongé la scolarité d'une année, soit elle se lance dans l'édification d'une « grande maison », un projet très périlleux sur le plan financier. Avant de donner son feu vert à la construction dont il a les plans sous les yeux, Jean de Forgues se tourne vers ses supérieurs :

« Vénéré Monsieur, 25 avril 1926  
.../... Je ne puis donc rien faire sans ma mère. À elle de juger si le « summum bonum », le « bonum universale » demande qu'elle fasse cet effort.

*Je veux une pleine approbation : je ne veux pas une permission arrachée ; une fondation comme celle-ci est chose trop importante pour commencer sans la plénitude de la bénédiction de l'obéissance. Le contraire serait trop grave ; il faut que le sage, si sage M.\* soit persuadé et convaincu.*

*Voilà, vénéré Monsieur, l'essentiel des pensées qui me sont venues après notre rencontre. J'y ajoute que votre agent d'exécution pour une semblable entreprise est bien insuffisant, comme activité et savoir-faire ; il lui semble qu'il a mis à votre œuvre tout son cœur.*

*Devrai-je dire, pour finir, que, devant l'opinion, un recul sera difficilement explicable, en tout cas bien pénible et bien déconcertant : c'est l'avenir de l'œuvre qui en serait sans doute compromis à jamais. On dira : « Pourquoi ont-ils pris la place des FF.\*\* puisqu'ils ne pouvaient pas finir ? »*

*Pour marcher, il faut l'approbation totale, j'insiste.*

*Voilà toute mon âme ; faites-en ce que vous voudrez. »*

AJ (ICP) / E Na 81/2, *Œconomica*, 25/04/1926



Des effectifs en croissance rapide, une belle propriété qui autorise tous les développements, l'avenir de l'ICP semble bien assuré mais la situation est trompeuse.



Norbert de Boynes,  
nom ajouté à la main



FF. = frères

Le R.P. Félix Mollat, nantais d'origine et provincial de Paris, appuie de toute son autorité le projet et gagne à sa cause le R. P. Norbert de Boynes, assistant de France près du Général de la Compagnie de Jésus, chargé de superviser les quatre provinces françaises... La réponse positive de Rome ne se fait guère attendre ; la première pierre peut être posée fin juillet permettant à cent cinquante élèves de s'emparer d'un site exceptionnel en octobre 1927. Le 4 décembre suivant, l'inauguration solennelle en présence de Mgr Le Fer de La Motte et de MM. Pétin et de Clerville ouvre l'histoire de la Joliverie.

### Quel Institut professionnel ?

Dans son allocution, l'évêque de Nantes renouvelle pour la troisième fois sa demande d'adjoindre à l'ICP, des établissements professionnels primaires et supérieurs ; mais G. Le Mével et J. de Forgues n'ont plus beaucoup d'illusions, ils savent d'expérience qu'ils n'auront de sitôt l'argent et les formateurs pour l'école de mécaniciens qu'ils avaient, un temps, songé à installer rue Dugommier. En revanche, ils ont tous les deux bon espoir de créer, sinon une école d'arts et métiers, du moins une année complémentaire de formation, dans un domaine très spécialisé comme l'électricité, une formation inédite et sans équivalent alors de « technicien supérieur »...

Avant d'y parvenir, ils savent qu'ils doivent faire leurs preuves et asseoir très solidement le renom de la Joliverie :

« Pour notre Institut que voulons-nous ? Perfectionner d'abord l'enseignement professionnel, pour que notre école où tout se fait vraiment avec le respect de la seule loi intangible qui soit : la loi de Dieu, puisse être comparée avec avantage aux établissements similaires.

...

*Sortis de l'École, c'est par le respect et la mise en pratique des principes qui chaque jour leur sont prêchés ici, que nos jeunes gens auront une influence utile sur leurs compagnons de travail.*

*Égaux dans le domaine technique, nous voulons qu'ils soient leurs supérieurs dans le domaine moral, afin qu'ils aident à remettre le monde dans l'axe des idées saines et du respect de Dieu. »*

**Toast de M. Le Mevel, Journée du 4 décembre, Bénédiction et Inauguration de l'ICP de Nantes, p. 27**



La première pierre peut être posée fin juillet permettant à cent cinquante élèves de s'emparer d'un site exceptionnel en octobre 1927.

**LES PRINCIPAUX SOUSCRIPTEURS de l'ICP, annexe à la lettre au R.P. Mollat (25 avril 1926)  
AJ (ICP) / E Na 81/1**

Relevé des principaux apports faits à l'ICP par les industriels et les notabilités catholiques de la région nantaise depuis le 15 août 1920 jusqu'à ce jour

Établissements Carnaud et Forges de Basse-Indre	80 000
Sociétés commerciales du groupe Renault, Guillet, Pergeline	60 000
Comtesse François de la Rochefoucauld	60 000
Marquis de la Bretesche	40 000
Maison Bolloré à Quimper	35 000
Madame de la Bévière	30 000
Groupe des Établissements Talvande	15 000
Marquis de la Ferronnays	15 000
Marquis de Juigné	10 000
Maurice Bertin	10 000
Groupe Lévêque, de Clerville	10 000
Groupe Delafoy-Larminat	8 500
Gordé	6 000
Monsieur Couillaud	5 000
Marquis de Montaigu	5 000
Maison Decré	5 000
Monsieur Rousselot	5 000
Forges de l'Ouest	5 000
Monsieur l'abbé Mollat	5 000
Messieurs Bolo et Sédillaud	6 000
Monsieur Huguet	4 000
Monsieur Ecomard	3 000
Monsieur Babin-Chevaye	3 000
Société Nantaise de Navigation	2 500
Établissements Beauvais-Flon	2 500
TOTAL	430 500

À ces souscriptions est venu s'ajouter un nombre important de souscriptions de 1 000, 500, 100 francs. Le total général depuis le 15 août 1920 approche de 700 000 francs, auxquels il faut ajouter une centaine de mille francs

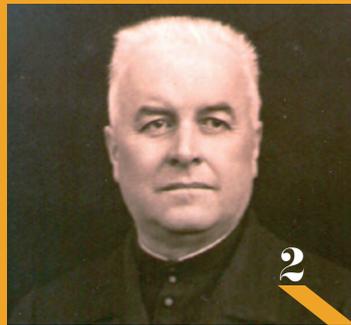
recueillis à Paris et en dehors de la région de l'Ouest.  
Soit environ 800 000 francs.

Si l'on considère ceux qui ont versé 2 500 f. et plus, il est facile de se rendre compte que les sociétés industrielles, parmi lesquelles on peut placer MM. Bolo et Sédillaud, bâtisseurs de la Joliverie, ont apporté 41,5 % du capital, guère plus que les familles aristocratiques, 38,4 %. Les sociétés du commerce et de l'armement apportent les 20,1 % restants. Parmi ces dernières il faut remarquer le groupe Renault, Guillet, Pergeline, des armateurs, mais Guillet est généralement connu sous le nom de Guillet de la Brosse, un des fondateurs des Ateliers et Chantiers de Bretagne.

Le succès de la souscription n'est pas celui qu'espérait le père de Forgues, le devis de construction de la « grande maison » de la Joliverie qu'il a devant les yeux, dépasse les trois millions de francs. On comprend mieux son angoisse ce 25 avril, sans l'investissement total de la Compagnie il ne peut poursuivre plus loin le projet d'institut catholique professionnel qui alors s'arrêterait !



Le succès de la souscription n'est pas celui qu'espérait le père de Forgues.



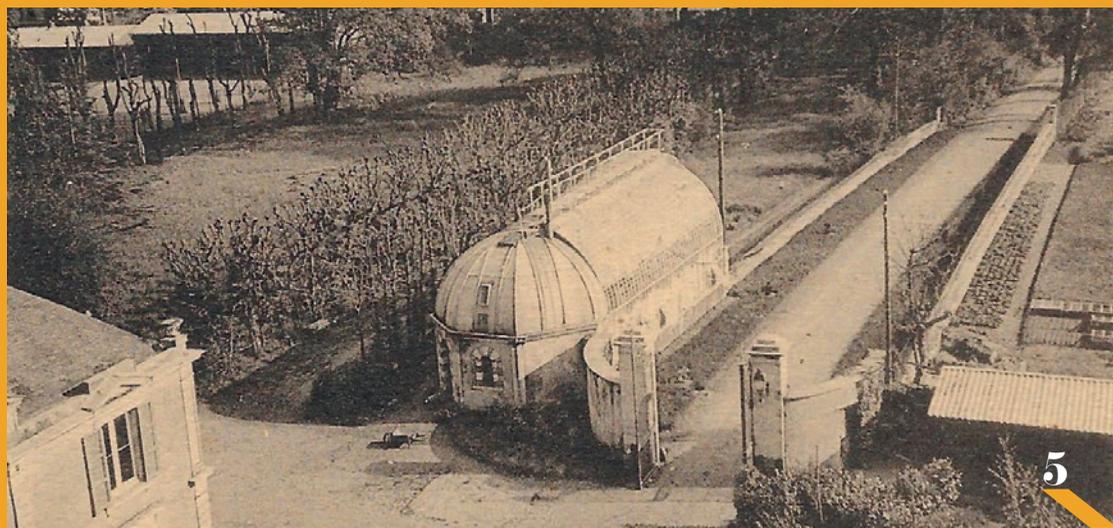
2



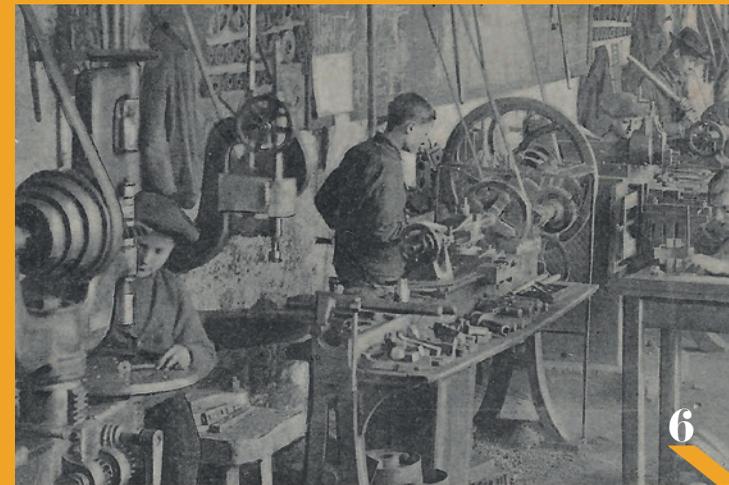
3



4



5



6



Pensionnat St-Louis-de-Gonzague — La Madeleine, Nantes  
3 - Machines à percer

- 1\ Année scolaire 1920-1921, les vingt et un premiers élèves de l'ICP encadrent l'équipe dirigeante (de gauche à droite) le R. P. Poltron, le R. P. de Forgues, supérieur, M. Le Mevel, directeur et le R. P. Paître.
- 2\ Le R. P. Jean Courtoise de Forgues (1873-1954), premier recteur de l'ICP.
- 3\ Georges Le Mevel (1890 – 1963), ingénieur ICAM. Il accepte de prendre la direction de l'ICP en 1920, poste qu'il va conserver jusqu'à sa retraite en 1958.
- 4\ Vue de la cour intérieure de la résidence nantaise des jésuites rue Dugommier, siège de l'ICP de 1920 à 1927.
- 5\ Entrée principale du domaine de la Joliverie. L'espace compris entre la route de Clisson et l'ICP a longtemps conservé un caractère rural.
- 6\ Rares cartes postales anciennes montrant les ateliers du pensionnat Saint-Louis de Gonzague, paroisse Sainte-Madeleine, avant leur fermeture en juillet 1906.
- 7\ Atelier d'ajustage avec ses problèmes de sécurité. La forge est restée longtemps l'atelier emblématique des écoles professionnelles.

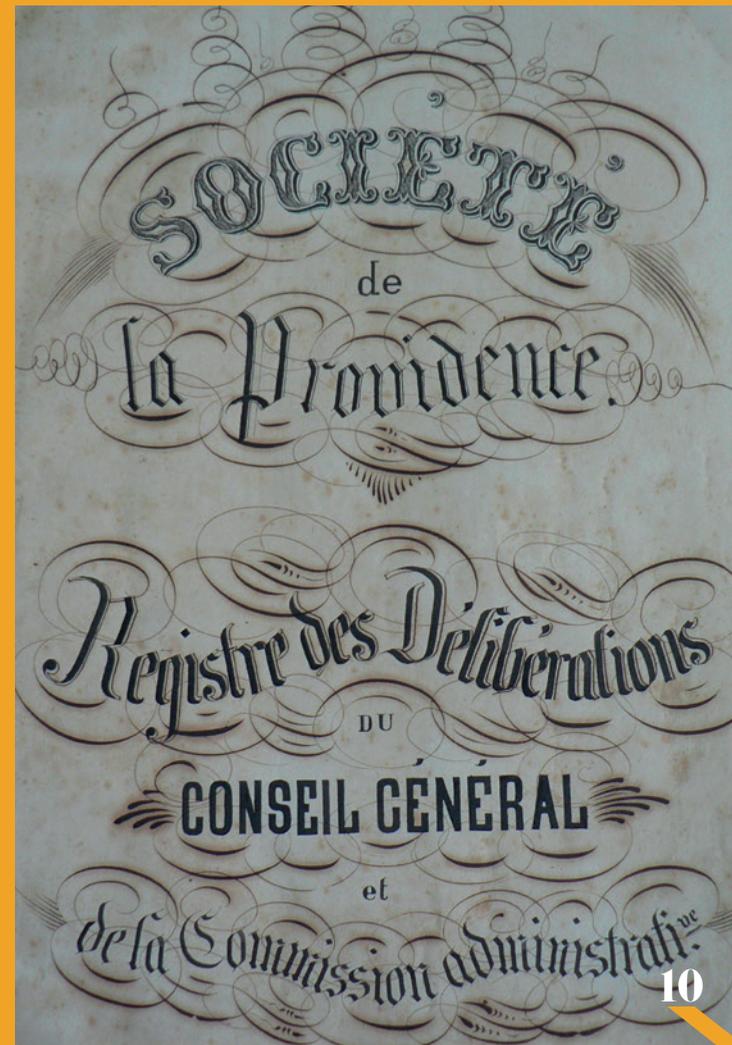


5. La Journée Diocésaine à Nantes - Le 1<sup>er</sup> Mars 1925  
Mgr. le Fer de la Motte entouré de MM. les Députés catho-  
liques se rendant à la Cathédrale

8



9



10

8\ Le dimanche 1<sup>er</sup> mars 1925, Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes entouré des députés et sénateurs catholiques de la Loire-Inférieure, prend la tête d'une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de chefs de famille du diocèse contre la politique anticléricale du gouvernement Herriot.

9\ La maison bourgeoise construite au XIX<sup>e</sup> siècle au cœur de la borderie de la Joliverie est utilisée comme bâtiment d'accueil de l'ICP jusqu'à sa démolition en décembre 1961.

10\ Page de garde du registre des années 1866-1876 de la société de la Providence. Une page qui rappelle que la calligraphie est avec le dessin une des préoccupations des maîtres de l'enseignement primaire et de l'enseignement professionnel de l'époque.



# “Nous avons souvent été les premiers à faire.”

Pas pour le plaisir d'être les premiers d'ailleurs, mais parce que nous cherchons sans relâche la voie qui nous permet de répondre à notre mission, aux besoins des jeunes générations.

**PATRICK BIZET**

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE LA JOLIVERIE

Les cent ans de la Joliverie racontent un bien beau passé, mais surtout, une capacité à durer, à se remettre en question et évoluer. À l'heure de souffler cent bougies, Patrick Bizet, Directeur général de la Joliverie, raconte les héritages qui permettent à la Joliverie de regarder loin devant ; une pédagogie, des valeurs, une certaine façon de considérer l'enseignement et les jeunes qui apprennent à la Joliverie.

⋮ **Quel sentiment vous inspire la lecture de cette histoire de la Joliverie ?**

**Patrick Bizet**

Un sentiment d'humilité. Nous nous inscrivons dans une histoire, une évolution. Nous n'en sommes qu'un maillon. Un maillon redevable du passé, dans un sens positif. Une histoire aussi longue inspire à rester modeste mais aussi à être responsable et à impulser des projets forts. L'histoire de la Joliverie révèle un esprit pionnier. Nous restons dans cet esprit de conquête et d'innovation.

⋮ **Quels sont les fondamentaux identitaires dont la Joliverie vous semble avoir hérité ?**

**PB**

Je relisais dernièrement le projet éducatif des Jésuites : la formation à la Joliverie repose sur une confrontation au réel. Mettre les jeunes en situation, c'est notre ADN. Nous pouvons revendiquer cent ans de formation professionnelle, cent ans d'accompagnement pour que les jeunes trouvent leur chemin, soient responsables de leur avenir. Ce qui nous porte, c'est le sens que nous donnons à nos actions. Dans notre projet d'établissement, un nuage de mots révèle nos fondamentaux. Celui qui apparaît en plus gros est le mot « sens ». Au gré des fusions, évolutions, développements, la Joliverie a su mettre en face des enjeux de la société, des réponses en termes d'organisation, de proposition de formation, de structure. Tous ceux qui ont fait et porté la Joliverie depuis cent ans ont su faire ça : anticiper pour durer. Le travail que nous faisons au sein de la Joliverie n'a pas pour but de laisser derrière nous le monument le plus imposant. Nos choix, nos investissements ont pour but de répondre à des besoins. En ce sens, notre héritage est un facilitateur parce qu'il porte dans son sillage un réseau, une réputation... Aujourd'hui, on entend parler de « la Joliverie » en tant que telle, sans qu'il soit nécessaire de préciser qu'il s'agit d'une école.

66  
Une histoire aussi longue inspire à rester modeste mais aussi à être responsable et à impulser des projets forts.

⋮ **Quelle est selon vous la « recette » de la Joliverie pour durer ainsi ?**

**PB**

La passion et l'envie partagées sont sans doute ce qui a mené la Joliverie là où elle est aujourd'hui. Nous ne sommes pas plus extraordinaires que d'autres mais nous nous démarquons par le fait d'avoir une forte concentration d'individus qui ont besoin d'agir, d'innover, d'avancer. Réunis, cela crée plein de belles choses. Nous disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. Nous annonçons nos projets et nous les réalisons. Lorsqu'ils ne se font pas, nous en expliquons les raisons. Il faut beaucoup de détermination pour tenir dans le temps. Avec 4 500 élèves, étudiants, apprentis, stagiaires, je ne peux pas être partout bien sûr. Si je faisais tout, je ne ferais rien. Nous avons la chance de former une communauté engagée, fondée sur une équipe complémentaire en termes de compétences. Ensemble, nous pouvons vraiment faire de belles choses. Nous travaillons dans la confiance et sur des bases de dialogue.

Et puis, une autre de nos particularités est de nous inscrire dans la durée. Cela n'empêche pas l'exploit, l'événement extra-ordinaire, mais auprès d'une génération conduite par l'urgence de l'immédiateté, cette façon de bâtir sur le long terme, de déployer des projets d'ampleur permet de prendre du recul et de la hauteur. Le parcours d'un jeune ne peut pas être rectiligne. Il est fait de rencontres, d'opportunités, de tentatives. Nous connaissons tous ces chiffres qui nous expliquent qu'un jeune qui commence à travailler aujourd'hui changera six fois de métier au cours de sa carrière. Et en exercera qui n'existe même pas à l'heure où nous nous parlons. Cela promet d'enthousiasmantes aventures mais cela peut aussi être angoissant pour certains. Le champ des possibles grand ouvert peut paralyser l'action. Nous sommes là pour apporter du cadre structurant, guidant, et une agilité qui permet de faire évoluer son parcours au fil du temps. Regarder les trajectoires des anciens de l'ICP nous révèle qu'ils sont partout en France et dans le monde, qu'ils exercent des responsabilités dans toutes sortes de domaines.

66  
La formation à la Joliverie repose sur une confrontation au réel.



66  
 Nous sommes là pour apporter du cadre structurant, guidant, et une agilité qui permet de faire évoluer son parcours au fil du temps.

⋮ La passion, l'envie, et la capacité d'évolution, non ?

**PB**

Oui, la remise en question, notre capacité à rester toujours en éveil et en veille, à chaque rentrée, chaque année, sont des clés pour durer. Nous restons attentifs et vigilants car rien n'est jamais gagné. L'histoire de la Joliverie n'a pas été un long fleuve tranquille. Nous sommes soumis aux évolutions sociétales, aux réglementations, aux évolutions des générations... Encore une fois, ces cent dernières années nous obligent à rester dynamiques, enclins à évoluer et nous adapter sans cesse. Nous aimons avoir des idées mais nous aimons aussi les réaliser ! Pour cela, il faut des moyens, et il faut aller chercher les crédits pour avoir ces moyens. On n'atteint pas l'excellence sans effort. Cela nécessite des choix, des prises de risques. Nous sommes une école industrielle. Un robot, une machine à commande numérique, cela coûte cher. Mais nous en avons besoin pour être à la hauteur, en adéquation avec le monde industriel actuel.

⋮ Comment concrétisez-vous au quotidien cette intention  
 ⋮ d'accompagnement personnalisé ?

**PB**

À la Joliverie, l'humain est très présent, et à tous les niveaux, sur les plans du collectif et de l'individuel, chez les enseignants et chez le personnel de la Joliverie. Dans le système éducatif, il existe une tendance à dire que le jeune est au centre. Nous, nous disons qu'au centre, il y a le personnel et les enseignants, au service des jeunes. Ce n'est pas tous les jours facile de porter de l'attention à chacun, lorsque l'on est plusieurs milliers. Mais nous œuvrons à créer un environnement favorable, dans le respect de nos valeurs : la confiance, l'exigence, l'engagement. L'autorité naît de la compétence, pas l'inverse.

⋮ Trouvez-vous que les jeunes ont changé, comme on l'entend  
 ⋮ souvent dire ?

**PB**

On l'entend beaucoup en effet... Oui, leurs façons de communiquer ont évolué, bien sûr, avec les outils numériques. Mais je retrouve une envie d'entreprendre que nous observons depuis longtemps déjà à la Joliverie. Notre enjeu est de leur donner la possibilité d'exprimer ces envies. Là où je vois du changement, c'est peut-être dans le fait qu'il faut, plus qu'avant, expliquer et donner du sens. La posture de l'enseignant, verticale, en haut de son estrade, ne tient plus. Les jeunes ont besoin de comprendre. À titre d'anecdote : je suis intervenu dans une classe de BTS commercial il y a quelque temps. Ce n'était pas prévu et je sais que c'est toujours impressionnant pour les étudiants de voir le directeur débarquer en classe. Plusieurs avaient des jeans troués qu'ils tentaient maladroitement de dissimuler sous leur table. Je leur ai expliqué ; un recrutement se fait dès aujourd'hui, quand des cadres viennent à la Joliverie. Il existe des règles, des codes qui régissent le monde professionnel. L'école, c'est déjà un cadre professionnel.

66  
 L'enjeu pour nous n'est pas uniquement de former des jeunes à savoir faire, mais bien à savoir être.

## À quels défis la Joliverie doit-elle aujourd'hui faire face ?

**PB**

Parmi les défis qui nous occupent, il y a la place de l'Homme face à l'intelligence artificielle. L'enjeu pour nous n'est pas uniquement de former des jeunes à savoir faire, mais bien à savoir être, s'adapter, penser, travailler avec les autres. L'intelligence artificielle nous met plus que jamais face à ces défis. La Joliverie travaille étroitement avec des dirigeants d'entreprises, depuis longtemps. Ouvrir les portes de la Joliverie, c'est s'ouvrir les portes d'un grand réseau. C'est avoir accès à des sujets qui occupent le champ professionnel, dont nous devons avoir conscience pour bien former les jeunes. La question n'est sûrement pas d'ignorer ou d'interdire le numérique. Les enseignants l'utilisent autant que possible. Mais notre enjeu est que les jeunes sachent l'approprier pour en tirer le meilleur usage. C'est une question d'équilibre. Ces évolutions sont enthousiasmantes ; nous les abordons avec curiosité, ouverture d'esprit, et lucidité.

Parmi les autres défis qui nous occupent, il y a aussi la grosse mutation de l'éducation ; celle de la voie professionnelle, du Bac général... Nous sommes prêts car nous avons beaucoup anticipé ces questions. Nous nous adaptons aux évolutions. C'est le sens de notre travail : répondre aux transformations de la voie éducative, de la voie professionnelle pour les faire coïncider avec pertinence, en lien avec les réalités économiques et sociétales. Nous travaillons à la Joliverie dans un objectif d'insertion. Insertion des jeunes dans la vie active, insertion sur le territoire. Notre histoire est issue d'un maillage. Nous prenons chaque jeune comme il est, avec toute sa différence, pour l'aider à construire son projet. Nous l'accompagnons pour qu'il devienne le plus autonome possible. Et nous le faisons en lien avec ses parents, et en lien avec un territoire. Afficher un bon taux de réussite aux examens est, c'est vrai, un indicateur utile. Mais pas suffisant à mon sens. Que 100 % des élèves poursuivent des études supérieures, c'est bien. Oui ? Oui mais attention. L'enjeu, ce n'est pas le chiffre, c'est que les choix d'études supérieures correspondent à des choix de vie qui mènent vers l'épanouissement professionnel. Il est là le vrai grand enjeu.

66

**Nous prenons chaque jeune comme il est, avec toute sa différence, pour l'aider à construire son projet.**



## Comment faites-vous cohabiter votre désir d'exploration et d'ouverture et cet ancrage territorial fort ?

**PB**

Nous sommes effectivement très ancrés sur notre territoire, nous participons à sa vie. 4 300 entreprises gravitent autour de la Joliverie. Nous encourageons les jeunes à envisager l'international, à nourrir leur curiosité. Mais nous leur disons aussi que certains métiers ne nécessitent pas toujours de passer par la case « étranger ». On peut aller voir ailleurs pour s'ouvrir l'esprit, comprendre les autres, faire des rencontres. Mais la Joliverie est heureuse de pouvoir proposer des parcours sur le territoire nantais. Nous avons mené dernièrement une « learning expédition » dans des centres innovants à Nantes. Parmi les 15 dirigeants d'entreprises présents, tous avaient un lien avec la Joliverie. Parents d'élèves, accueillants de stagiaires ou d'apprentis, anciens élèves. Notre lien est fort et nous tenons à le maintenir.

### ⚡ Comment qualifieriez-vous la « pédagogie Joliverie » ?

#### PB

Nous privilégions une pédagogie de projets. Ceux-ci sont des prétextes pour apprendre et comprendre. Pour encourager les jeunes à travailler avec les autres. La formation, nous ne la concevons pas comme quelque chose d'abstrait, de conceptuel. Nous la plaçons sur le terrain de l'application. Les projets sont pris dans leur globalité – technique, finances, administration... Un projet, ce sont des contraintes et du plaisir, les deux. De la créativité et du pragmatisme. Nous portons à la Joliverie des projets dans tous les domaines. Surtout que les concours motivent les jeunes.

66

4 300 entreprises gravitent autour de la Joliverie.

### ⚡ Vous semblez insister sur cette importance du collaboratif ?

#### PB

Oui, nous tenons vraiment à la dimension collaborative. On ne fait rien tout seul dans son coin. La Joliverie ne s'est pas faite toute seule. On avance avec les autres. Les partenaires, les entreprises, les parents, les jeunes, les universités, le Cnam... Nous menons une mission à la fois pédagogique et éducative. Nous formons des professionnels mais aussi des citoyens, des Humains. À l'heure où nous bouclons cet ouvrage, la France, le monde, traversent un épisode inédit, sans précédent. Une crise sanitaire\* qui impacte notre vie à tous. Dans ce contexte très particulier, nous prenons la mesure de l'importance de l'Humain, de l'échange, du partage. Si les enseignants, les équipes de la Joliverie ont fait en sorte de pouvoir poursuivre certains enseignements, à distance, si nous sommes, tous, restés présents pour nos étudiants et leurs familles, si la technologie nous a permis de faire face, nous observons néanmoins à quel point le « être ensemble », le « vivre ensemble » est fondamental dans ce que nous souhaitons transmettre à la Joliverie. Nous sommes un collectif. Le sens de notre projet est fondé sur le lien social.



Propos ajustés en avril 2020, au sujet du virus Covid19 qui a, entre autres, nécessité l'instauration au niveau national, d'une période de confinement de plusieurs semaines impliquant la fermeture, entre autres, des établissements scolaires.

### ⚡ Les étudiants mènent des projets sociaux ?

#### PB

Notre angle est aussi celui de la solidarité. Nous tournons l'enseignement vers les autres. C'est le sens de Microjoule mais de nombreux autres projets avec le monde associatif. Je pense à notre partenariat avec le SDIS. Nous leur avons

conçu sept véhicules pour désincarcération, en 15 ans, qui permettent de ne pas mettre les voitures désossées à la casse. Ce partenariat a été loin, avec par exemple la création de pièces transparentes et d'un logiciel pour que les pompiers puissent avoir accès aux informations utiles lors de leurs interventions. Cela a débouché sur un QR code qui expose les schémas techniques des véhicules et permet aux pompiers de gagner du temps en interventions. Une équipe de Loire-Atlantique est ainsi arrivée 5ème aux championnats du monde de désincarcération. Et cela a débuté à la Joliverie. Prévention, pédagogie, innovation... C'est tout à notre image!

### ⚡ Quels sont les projets de la Joliverie pour demain ?

#### PB

La logique veut souvent que les plans se bâtissent sur 10 ans. Nous avons choisi de monter un projet quinquennal, 2020-2025, car mon départ à la retraite marquera un temps de transition qu'il faut intégrer. Je ne peux pas engager l'établissement trop loin après moi, car l'équipe bougera sans doute et que mon successeur aura sa propre vision à porter. Cela m'inspire une responsabilité encore plus forte car je veux transmettre de solides fondations à ceux qui continueront l'histoire. La Joliverie jouit d'une réputation solide. C'est un établissement ancré dans l'histoire nantaise. Nous avons souvent été les premiers à faire. Pas pour le plaisir d'être les premiers d'ailleurs, mais parce que nous cherchons sans relâche la voie qui nous permet de répondre à notre mission, aux besoins des jeunes générations.

Les cinq ans à venir seront marqués pour la Joliverie par le fait d'assurer la transformation de la voie professionnelle, par le changement de dimension de l'établissement avec les deux fusions. Nous sommes 5000 sur plusieurs sites, cela pose des questions de gouvernance et de gestion. Nous menons aussi un gros programme immobilier, à hauteur de 26 millions d'euros. Nous établissons des fondations pour un établissement du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous pensons et organisons les espaces pour favoriser la collaboration, nous distinguons les espaces de lien social et de travail. Nous créons les possibilités de l'agilité, de la mobilité, les opportunités de création de compétences au-delà de l'acquisition d'un savoir figé dans une grille de notation. L'idée d'un jardin « à la japonaise » pour permettre le répit et la détente, ou d'un terrain multisport,

66

La formation, nous ne la concevons pas comme quelque chose d'abstrait, de conceptuel. Nous la plaçons sur le terrain de l'application.

ce n'est pas pour faire de la pub, c'est parce que cela a du sens. Nous avons tous besoin d'évacuer, de respirer, d'évoluer dans un cadre de qualité. Nous sommes un établissement exigeant, intransigeant sur certains sujets. C'est de notre devoir de fournir des espaces qui permettent à chacun d'être à la hauteur des attentes, et de s'épanouir. C'est vrai pour les jeunes que nous accueillons comme pour le personnel et les enseignants de la Joliverie qui travaille chaque jour ici. L'avenir m'inspire de l'optimisme car nous ne sommes pas surpris des évolutions qui se trament, nous sommes préparés.

66

Nous avons pour  
devoir d'aider chacun  
à tirer profit de ce  
qu'il a en lui.

⋮ **L'avenir appartient à ceux qui sont à la fois sûrs d'eux et ouverts  
à tout ?**

**PB**

Nous souhaitons continuer l'histoire de la Joliverie, dans le respect de ses fondamentaux : nous sommes une école de formation professionnelle et technique. Notre force repose sur la diversité des parcours et formations que nous proposons. Nous savons que nous pouvons grossir et rester à taille humaine. Ce n'est pas incompatible si l'on anticipe et réfléchit son évolution. C'est à mon sens ce que raconte effectivement l'histoire de la Joliverie : il faut être dans le monde, sûr de soi, de ses valeurs et de ses convictions, et ouverts à la fois, attentifs et souples.

⋮ **Êtes-vous fier de la Joliverie ?**

**PB**

Je suis fier de la Joliverie lorsqu'un jeune ou un ancien, ou un enseignant, est lui-même fier de ce qu'il a réalisé. Cela m'émeut au plus haut point. Je me souviens de ce jour où un élève est venu me voir en criant ; il avait gagné deux grammes sur le poids d'un écrou, dans le cadre du projet Microjoule. Il était si content de lui ! L'autre jour, à 23 heures, dans le métro, un jeune est venu me voir. Il m'a raconté sa vie, puis m'a avoué que je l'avais exclu de la Joliverie. Il y a peu de cas de ce genre et je me suis souvenu de ce jeune. De son regard dur au moment où je lui ai annoncé qu'il était exclu. Il avait un regard dur. Je ne sais pas si cet événement lui a permis d'en arriver là où il est aujourd'hui, mais je sais que nous avons pour devoir d'aider chacun à tirer profit de ce qu'il a en lui. De révéler les potentiels. De faire vivre les différences, dans l'unité.

Il n'y a pas de hiérarchie dans le bonheur ; chacun a sa voie à ouvrir en la matière. Nous sommes là pour permettre à chacun d'exploiter ses talents et ses compétences. Nous le faisons avec exigence, certes, car nous pensons que « qui renonce à devenir meilleur cesse déjà d'être bon » mais aussi avec bienveillance et respect. On a longtemps pensé que l'enseignement technique était réservé aux jeunes au bord du chemin. Nous, nous avons à cœur d'accueillir tous les jeunes, dans un souci d'accessibilité qui nous tient vraiment à cœur. Il ne faut pas confondre exigence et élitisme. Nous voulons permettre des parcours, pas décrocher des médailles à tout prix.





## Remerciements

Nous remercions tous ceux qui ont contribué, par leur mémoire et leur disponibilité, à l'écriture de ce récit de la Joliverie : JY Bignonet, J. Rabiller, J. Simon, J. Deniot †, JP Chaput, P. Maindru, R. Rojuan.

Ainsi que, pour leur accueil : Madame Barbara Baudry, aux Archives jésuites de Vanves, Frère Alain Houry aux Archives lassaliennes de Lyon.

Un grand merci aussi à l'ensemble du personnel de la Joliverie. À Jean-Paul Rondeau, Président, pour sa relecture de l'ouvrage. À Valérie Cochet, Brigitte Stinès, Stéphanie Tharrault et Thierry Baud qui ont ouvert de nombreuses portes pour que se raconte la Joliverie. Et bien sûr, un grand merci à Patrick Bizet ainsi qu'aux Directeurs et Directrices adjoint.es des structures.

Enfin, nous tenons à remercier François Macé pour son travail minutieux au profit de la mémoire de la Joliverie.

### **Avec le soutien de:**

M. Jean-Yves BOCHER, Président de l'Association des Cours Paviot.

L' Amicale de l'Institut Catholique Professionnel.

L' Association des Parents d'Élèves de la Joliverie.

L' Organisme de Gestion de la Joliverie.

**Direction de la publication**

Patrick Bizet

**Recherches et rédaction**

François Macé

**Coordination éditoriale en interne**

Valérie Cochet

**Conception éditoriale et coordination  
Écriture des paratextes et de l'interview**

Aurélié Jeannin – La Petite Maison à Plumes

**Création graphique et mise en page**

Christophe Poissenot – Dessine-moi un Gangster

**Crédits photos**

**Couverture**

Archives de l'OGEC La Joliverie

©elements.envato.com

**Intérieur**

Archives de l'AICP

Archives de l'OGEC La Joliverie

p. 222, n° 12, #ParisMotorShow#Mondial

Auto#MondialMotorPassion, 8 octobre 2018

p. 281 n° 3, 4, 5, 6 et 7 : Icam Nantes

p. 309, n°4 tous droits réservés, n° 6 Google maps

**Juillet 2020**

---

**Achévé d'imprimé : août 2020**

Imprimé avec des encres végétales par Goubault Imprimeur,

8 Rue de Thessalie, 44240 La Chapelle-sur-Erdre

certifié ISO 14001

**Dépôt légal : août 2020**

**ISBN : 978-2-9574175-0-6**



# la Joliverie

**La Joliverie**

141 route de Clisson  
44 230 Saint-Sébastien-sur-Loire  
02 40 80 82 00  
[www.la-joliverie.com](http://www.la-joliverie.com)



De l'Institut Catholique Professionnel de Nantes (ICP) de 1920 à la Joliverie de 2020, plongez-vous dans une histoire riche, dense, parsemée d'événements qui ont modulé la physionomie de l'école, au gré des temps et des personnes.

Petite et grande histoires s'entremêlent pour raconter une école mais aussi une vision de l'enseignement. Pour dire une ambition et des missions qui traversent les époques : éduquer, former et apprendre, oser, espérer et croire, découvrir, s'épanouir et vivre ensemble. Grandir.



la Joliverie

15 €

